Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat

le 23 mars 2012

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 19 et 20 mars 2012

2012 DEVE 5 Approbation des modalités de passation des marchés de travaux pour l'aménagement de deux jardins dans le cadre du GPRU de la résidence Michelet (19e).

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2511-1 et suivants,

Vu le projet de délibération 2011 DEVE 070 en date du 7 juin 2011 approuvant les modalités de passation des marchés de travaux relatifs à la réalisation de jardins dans la résidence Michelet,

Vu le projet de délibération en date du 6 mars 2012 par lequel Monsieur le Maire de Paris soumet à son approbation les modalités de passation de deux nouveaux marchés de travaux relatifs à l'aménagement de deux jardins dans le cadre du GPRU de la résidence Michelet à Paris 19ème.

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 12 mars 2012 ;

Sur le rapport présenté par Mme Fabienne GIBOUDEAUX au nom de la 4ème commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés, dans le cadre des travaux du GPRU de la Cité Michelet, les modalités de passation de deux marchés de travaux, un pour le jardin Curial et un pour Cambrai, pour la réalisation des prestations de l'ancien lot n°1 à savoir, terrassement, assainissement, constitution des sols, maçonnerie, local polyvalent, terre végétale, initialement prévu en tranches, relatifs à l'aménagement de deux jardins dans le cadre du GPRU de la résidence Michelet à Paris 19è

Article 2 : Les prestations correspondantes feront l'objet de deux marchés sur appels d'offres ouverts, conformément aux articles 10, 33, 40, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Article 3 : Sont approuvés les règlements particuliers de consultation, les actes d'engagement et les cahiers des clauses administratives particulières dont les textes sont joints à la présente délibération, relatifs aux modalités d'attribution desdits marchés.

Article 4 : Conformément à l'article 59-III du Code des marchés publics, si les appels d'offres sont déclarés infructueux, le Maire de Paris est autorisé à mettre en œuvre le type de procédure choisi par la commission d'appel d'offres : une procédure négociée prévue aux articles 65 et 66 dans les conditions prévues à l'article 35-II-3° si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée ou dans le cas d'offres inappropriées, ou bien dans les conditions prévues à l'article 35-I-1° du Code des marchés publics dans le cas d'offres irrégulières ou inacceptables, ou, s'il s'agit d'un lot qui remplit les conditions mentionnées au III de l'article 27, une procédure adaptée.

Article 5 : Le Maire de Paris est autorisé, dans la limite du vingtième de la masse initiale des travaux, à signer les décisions de poursuivre.

Article 6 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 23, articles 2312, 2313 et 2315, rubrique 823, mission 90002, activité 130 du budget d'investissement de la Ville de Paris, sous réserve de financement au titre de l'année 2012 et suivants.